

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Arrêté préfectoral DCPAT – BDLIT n° 2022 - 55**

**portant enregistrement d'installations de méthanisation  
Société METHADOUR à BRETAGNE-de-MARSAN**

**LA PRÉFÈTE DES LANDES**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;
- VU** la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le SDAGE Adour-Garonne ;
- VU** le SAGE Adour Amont ;
- VU** le plan national de prévention et de gestion des déchets ;
- VU** le plan régional de prévention et de gestion des déchets nouvelle-Aquitaine ;
- VU** le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux des Landes ;
- VU** les programmes d'actions national et régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricoles ;
- VU** le PLUi Mont-de-Marsan Agglomération approuvé le 12 décembre 2019 ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N° 2781 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Daniel FERMON, secrétaire général de la préfecture des Landes ;
- VU** la demande présentée en date du 2 septembre 2021 par la société Méthadour, (SIRET n° 75064261200012) dont le siège social est à la ZAC des Champs de Lescaze - 47310 ROQUEFORT, pour l'enregistrement d'installations de méthanisation (rubriques n° 2781 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de BRETAGNE-de-MARSAN ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2021 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** les observations du public recueillies entre le 02/11/2021 et le 30/11/2021 17h inclus ;
- VU** les observations des conseils municipaux consultés entre le 02/11/2021 et le 15/12/2021 ;

**VU** l'avis du maire de Bretagne-de-Marsan sur la proposition d'usage futur du site ;  
**VU** l'avis émis par la société MéthAdour sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été soumis le 17 février 2022 par voie électronique ;  
**VU** le rapport du 17 février 2022 de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** les articles L. 512-7-3, R. 512-46-17 et R. 512-46-22 du Code de l'Environnement, il n'est pas proposé de passage en CODERST ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage compatible avec le zonage AU ENR- zone à urbaniser énergies renouvelables du PLUi Mont-de-Marsan Agglomération approuvé le 12 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** la localisation du projet en zone à urbaniser énergies renouvelables qui permet l'installation du projet,

**CONSIDÉRANT** l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT** que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

**CONSIDÉRANT** au vu du dossier remis, que le pétitionnaire s'engage à mettre en place les mesures suivantes visant à éviter et réduire les incidences du projet sur son environnement, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- rejets atmosphériques : filtre à charbon actif traitant l'air issu du bâtiment de réception des intrants pour limiter les odeurs;
- rejets aqueux : eaux pluviales souillées traitées dans une station d'épuration permettant de limiter l'impact des rejets sur le milieu récepteur, eaux pluviales de ruissellement de la plateforme collectées et canalisées vers un décanteur-déshuileur pour traitement avant rejet ;
- prévention des pollutions : plateforme d'ensilage imperméabilisée avec réseau de collecte des jus pour réinjection dans le process;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

## ARRETE :

### TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société.MéthAdour représentée par M. Fabien HAAS son Directeur Général, dont le siège social est situé à ZAC des Champs Lescaze 47310 ROQUEFORT, faisant l'objet de la demande susvisée du 02 septembre 2021 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Bretagne-de-Marsan, à l'adresse La Lande, 40280 Bretagne-de-Marsan. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

#### CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

##### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (Nature activité)	Éléments caractéristiques /Volume	Classement
2781-1b)	<p>Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production :</p> <p>1.Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets d'industries agro alimentaires :</p> <p>b)La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30t/j et inférieure à 100t/j</p>	<p>Déchets traités : déchets de maïs doux, lisiers, issues de céréales, CIVE</p> <p>35 650 t/an soit 97.7 t/j</p>	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (Nature activité)	Éléments caractéristiques /Volume	Classement
2781-2b)	<p>Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production :</p> <p>2.Méthanisation d'autres déchets non dangereux</p> <p>b)La quantité de matières traitées étant inférieure à 100t/j</p>	750 t/an soit 2.1 t/j	E
4310-2	<p>Gaz inflammables de catégories 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris cavité souterraine étant :</p> <p>2.Supérieure ou égale à 1T et inférieure à 10t</p>	Biogaz 1 740m3 soit 2.001T (densité biogaz 1.15kg/m <sup>3</sup> )	DC
2910-a)	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1</p>	Chaudière alimentée au propane 450kW	NC
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	3 cuves de propane de 1.75T soit 5.25T au total	NC

Régime : E (enregistrement)

## **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Bretagne-de-Marsan	AK 30 partielle (29 900 m <sup>2</sup> )	La Lande

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 02 septembre 2021.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

## **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

### **ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage compatible avec le zonage AU ENR- zone à urbaniser énergies renouvelables du PLUi Mont-de-Marsan Agglomération approuvé le 12 décembre 2019.

## **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 août 2010 modifié par arrêté du 17 juin 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.

---

## **TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE 2.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 2.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (article L. 514-6 du code de l'environnement)**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être contestée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 2.3. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Bretagne-de-Marsan du projet et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bretagne-de-Marsan pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R. 512-46-12, à savoir : Bascons, Benquet, Saint-Maurice-sur-l'Adour, Grenade-sur-l'Adour, Saint-Sever.

4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 2.4. EXÉCUTION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le maire de la commune de Bretagne-de-Marsan, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société METHADOUR.

Mont-de-Marsan, le            - 4 MARS 2022

Pour la préfète et par délégation  
le secrétaire général



Daniel FERMON

# ANNEXE : liste des déchets admissibles

## LISTE DES DECHETS ADMISSIBLES

Matières entrantes	Catégorie Sous-Produits Animaux	Codes Déchets	Fournisseur	Tonnage prévu (T)
Lisiers canard, bovin, porc	C2-a)	02 01 06	Agriculteurs locaux	15 000
Broyat de Maïs	HC	02 01 03	ALS St-Sever	13 000
CIVE	HC	02 01 03	Agriculteurs locaux	6 850
Issues de Céréales	HC	02 03 01	Silos locaux	800
Eaux vertes d'élevage	C2-g)	02 01 06	Producteurs locaux	750
Lait	C3)	02 05 01	Producteurs locaux	
Produits issus du lait ou de la fabrication de produits laitiers (y compris le colostrum et les produits à base de colostrum) dont les eaux blanches de laiteries et de salles de traite telles que définies au point 15 de l'annexe I du règlement (UE) no 142/2011 et les boues de centrifugeuses ou de séparateurs de l'industrie du lait, c'est-à-dire les matières constituant des sous-produits de la purification du lait cru et de sa séparation du lait écrémé et de la crème (point 26, article 3 du règlement (CE) 1069/2009 )	C3)	02 05 01 02 05 02 02 05 99	Producteurs locaux	
Denrées alimentaires animales ou d'origine animale issues exclusivement des industries agro- alimentaires (IAA), retirées du marché pour des motifs autres que sanitaires et transformées (point f de l'article 10 du règlement CE 1069/2009 et «transformées» au sens du règlement CE 853/2004 avant leur classement en sous-produits animaux)	C3)	02 02 03	Producteurs locaux	
Anciens aliments pour animaux contenant des matières animales autres que crues, issues des industries agro-alimentaires (IAA) ou des élevages (fond de silo d'aliment non médicamenteux, retirées du marché pour des motifs autres que sanitaires (point g de l'article 10 du règlement CE 1069/2009)	C3)	02 02 03	Producteurs locaux	

Autres matières végétales agricoles brutes, jus d'ensilage	HC	02 01 03 02 03 01 20 03 02	Producteurs locaux	
Biodéchets exclusivement végétaux issus de l'industrie agro-alimentaire, triés à la source tels que définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement, sans emballage, qui ne font pas l'objet de restrictions relatives au traitement par méthanisation dans le cadre de mesures de lutte contre les organismes nuisibles ou d'autres mesures sanitaires	HC	02 03 04	Producteurs locaux	
Sous-produits d'origine végétale issus exclusivement des IAA tels que définis dans l'article L. 541-4-2 du code de l'environnement, qui ne font pas l'objet de restrictions relatives au traitement par méthanisation dans le cadre de mesures de lutte contre les organismes nuisibles ou d'autres mesures sanitaires	HC	02 03 04 02 06 01 02 07 02 02 07 04	Producteurs locaux	
Déchets végétaux issus de l'entretien des jardins et espaces verts (tontes, tailles, élagages, feuilles)	HC	20 02 01	Producteurs locaux	
Matières issues du traitement des eaux résiduaires des IAA exclusivement, y compris les graisses de flottation, à l'exception des boues brutes ou transformées, des résidus de dégrillage et des sous-produits animaux définis aux articles 8 e et 9 b du règlement (CE) no 1069/2009, seules ou en mélange ;	HC	02 02 03 02 03 04 02 07 01	Producteurs locaux	
			TOTAL	36 400